

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
Rapport de mise à jour trimestriel (1^{er} juillet au 30 septembre 2011)

Période couverte (Trimestre)	Troisième trimestre		
Numéro du projet et le titre du projet	PBF/CAF/A-5 Renforcement de l'offre de services judiciaires et facilitation de l'accès à une justice de qualité		
Agence bénéficiaire:	PNUD (PRED)		
Partenaires d'exécution (Agence Gouvernementale, Agences NU, Organisations de la Société Civile)	Ministère de la Justice		
Date d'approbation par le Comité de Pilotage:	Octobre 2010		
Budget total alloué	2 200 000 USD		
Fonds engagés du budget total alloué¹	1 684 054,04	% de fonds engagés / budget total alloué:	76,54%
Fonds dépensés² du budget total alloué:	1 094 244,39	% de fonds dépensés / budget total alloué:	49,74%
Date de clôture prévue:	décembre 2011	Retard éventuel (mois):	06 mois
Domaine d'investissement : Résultats stratégiques (effets sectoriels): Indicateurs pour mesurer les effets	Domaine de priorité d'investissement : Résultat stratégique (Cadre stratégique du FCP) : Consolidation de la paix par le renforcement de l'offre des services judiciaires et facilitation de l'accès à une justice de qualité en faveur des citoyens.		
Résultats immédiats (= produits projet) avec référence aux indicateurs: Formation des 500 agents et officiers de police judiciaires de	Résultat attendu 1 : Les conditions de la chaîne pénale (garde à vue, détention préventive et détention) sont améliorées et les prévenus sont jugés dans des délais raisonnables. Réalisations accomplies : Edition et distribution des nouveaux codes pénal et de procédure pénale, restitution de l'étude sur l'état		Contrainte(s) : Collecte des données, absence d'inspections par les services compétents, tenue des registres, Solution(s) Proposée(s) : Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des écoles professionnelles (ENAM, Ecole de police, Ecole de Gendarmerie), formation et sensibilisation des partenaires, formation des acteurs non étatiques en

¹ Fonds engagés sont définis comme des contrats légaux pour des services, des travaux tels que régis par les procédures et réglementations financières des agences

² Paiement (services, travaux) sur les engagements.

<p>Bangui et ses environs sur l'éthique policière</p> <p>Achat et livraison de 7 moto cross aux commissariats de police de Sibut, Kaga Bandoro, Bossangoa et Bozoum ainsi qu'à la Direction de la police judiciaire et à la Brigade de Gendarmerie de PK 12</p>	<p>des lieux des prisons en RCA, , distribution du code éthique aux policiers et signature de l'engagement, formation et sensibilisation des acteurs judiciaires, de la société civile et des leaders communautaires sur les nouveaux instruments juridiques ; révision, validation et impression de formulaires judiciaires, de police judiciaire et pénitentiaires, appui des tribunaux et prisons des zones d'intervention à la confection des statistiques, monitoring des lieux de détention et entretiens spécifiques avec les différents responsables, remise des équipements , fournitures et mobiliers de bureau aux partenaires, , achat et livraison de 25 malles dactyloscopiques aux administrations centrales de la police et de la gendarmerie et aux commissariats et brigades de gendarmerie des zones d'intervention, livraison d'un fourgon cellulaire pour le transport des détenus de la prison de Bangui</p>	<p>monitoring de la justice et des lieux de détention, appui au renforcement des contrôles internes (par le parquet et par les services centraux d'inspection).</p>
<p>Achat et remise de 03véhicules et 03 motos aux tribunaux de grande instance de Paoua, Bocaranga et Batangafo et d'un véhicule au Ministère de la justice</p>	<p>Résultat attendu 2 : Le rapprochement de la justice des justiciables est effectif grâce à la tenue des audiences foraines.</p> <p>Réalisations accomplies :</p> <p>Appui à l'organisation de 12 audiences foraines dans les zones d'intervention (les préfectures de l'ouham, l' ouham-pendé, la Kémo et la Nana- Gribizi)</p> <p>Conception des outils pour aider les magistrats à faire facilement les rapports d'audience</p>	<p>Contrainte (s) : Absence d'approvisionnement des tribunaux en carburant, absence de ligne pour l'entretien des véhicules du tribunal, les citations ne sont pas régulièrement servies à toutes les parties y compris les victimes, le rôle de l'audience n'est pas communiqué à temps dans les localités ou doivent se dérouler les audiences pour susciter la comparution de tous, beaucoup de témoins sans pièces d'identité ont peur de comparaître ce qui ne favorise pas la manifestation de la vérité et qui provoque parfois les renvois. ; l'absence d'électricité dans certaines localités ne facilite pas la confection des rôles et des rapports, mais aussi la préparation des citations.</p> <p>Solution(s) Proposée(s) : Elaboration d'un programme trimestriel budgétisé d'audiences, foraines et mise en place de crédit pour les audiences foraines; Production du rôle des affaires à juger avant</p>

		<p>l'audience et des résultats de l'audience après les audiences</p> <p>Implication des autorités locales a la préparation des audiences foraines pour le service des citations aux victimes et témoins</p> <p>Mise en place d'un budget et crédit de fonctionnement pour l'achat de carburant, lubrifiant, consommables, pièces de rechanges et entretien de véhicules, motos, et équipements.</p> <p>Entretien et gestion rigoureuse des véhicules, motos et équipements par la mise en place de fiches et cahiers d'entretien.</p>
<p>Organisation d'ateliers et séminaires de formation sur les nouvelles dispositions des codes pénal et de procédure pénale à l'intention de personnel judiciaire des officiers de police judiciaire et du personnel pénitentiaire de Bangui et des UEP dans les préfectures de l'ouham, l'ouham-pendé, la Kémo et la Nana-Gribizi</p>	<p><u>Résultat attendu 3 :</u></p> <p>Le personnel judiciaire et pénitentiaire formé et disposant de compétences appropriées améliore la qualité des décisions et actes judiciaires.</p> <p><u>Réalisations accomplies :</u></p> <p>Discussions thématiques ciblées avec les magistrats des zones d'intervention suite aux différents constats faits lors des activités de monitoring des lieux de détention et suite a certaines violations constatées,</p> <p>Entretiens avec la Cour de Cassation et l'Inspection Générale des services judiciaires sur la préparation des formations des magistrats et greffiers;</p> <p>Appui au Barreau pour améliorer les performances des avocats.</p>	<p>Contrainte (s) :</p> <p>Défaut de vulgarisation des nouveaux instruments juridiques ;</p> <p>Inexistence de plan de formation continu ;</p> <p>Solution(s) Proposée(s) :</p> <p>Appui à la mise en place d'un programme de formation continue des magistrats et avocats, appui de l'inspection générale pour la mise en place des ateliers thématiques en fonction des constats faits lors des missions d'inspection</p> <p>Renforcement des structures internes de contrôle et de discipline des magistrats et des avocats</p> <p>Distribution des nouveaux textes de loi a tous les magistrats</p> <p>Création de recueils de jurisprudence de la Cour de Cassation et des recueils thématiques de jurisprudence</p>

<p>Mise en place d'une permanence d'avocats en vue de l'assistance judiciaire aux personnes vulnérables</p>	<p>Résultat attendu 4 : Les mineurs, les femmes et les personnes démunies reçoivent une assistance judiciaire et leurs droits sont protégés.</p> <p>Réalisations accomplies : Plaidoyer pour la mise en place d'un système légal d'assistance judiciaire en RCA, Mise en œuvre du processus de construction du centre d'accueil des mineurs en conflit avec la loi à Boali ; recrutement des ONG en charge de la gestion des maisons du Droit ; dotation du Barreau d'un siège provisoire équipé pour favoriser les activités d'assistance juridique et judiciaire en faveur des personnes vulnérables Publication du tarif des frais de justice ; Formation des leaders communautaires, du personnel pénitentiaire et des OPJ sur les droits humains et la protection des personnes vulnérables , des femmes et des enfants à Bangui et dans les UEP</p>	<p>Contrainte (s) : Défaut de législation et de mécanisme légal sur l'assistance judiciaire ; Tarifs judiciaires et couts des actes judiciaires élevés ; Difficultés d'accès à la justice en zone rurale et certains quartiers de la capitale ; Absence d'infrastructures d'accueil et de rééducation des mineurs et personnel qualifié indisponible ; Non déploiement d'avocats en province ; Capacités limitées et manque de formation et de ressources des ONG</p> <p>Solution(s) Proposée(s) : Adoption d'un système légal d'assistance judiciaire, appropriation des Maisons de droit par le Ministère de la Justice et définition d'une politique de gestion au niveau national, Adoption d'un statut des para juristes et formation Appui aux ONG et à la société civile en charge des droits de l'Homme et principalement le droit des femmes, des enfants et les victimes de violences faites au genre ; Appui au barreau pour l'effectivité et la pérennisation des permanences d'avocats.</p>
<p>Réalisations accomplies par rapport aux prévisions avec référence aux indicateurs des résultats stratégiques :</p> <p>Démarrage des travaux de construction et de réhabilitation de 03 tribunaux et 03 maisons d'arrêt à Paoua, Batangafo et Bocaranga ;</p> <p>Réception définitive des travaux de construction/réhabilitation du Commissariat, de la Maison du droit et du citoyen et de la Maison d'arrêt de Bozoum, de la Maison du droit, de la Maison d'arrêt et du commissariat de police de Bossangoa, de la Maison du droit, de la Maison d'arrêt et du tribunal de Sibut, de la Cour d'appel de Bangui et de l'extension de la Cour de Cassation</p> <p>680 officiers de police judiciaire, personnel judiciaire et pénitentiaire, leaders communautaires et membre de la société civile formés tant à Bangui que dans les UEP dont 25% de femmes.</p> <p>12 audiences foraines organisées dans les UEP ayant permis de juger 460 personnes dont 36% de femmes poursuivies pour pratique de charlatanisme et de sorcellerie ;</p> <p>3500 exemplaires de codes pénal et de procédure pénal édités et distribués.</p>		

--	--